

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 16/02/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LCCO BRETAGNE**

Z.I. de la Naurais Bachaud  
86530 Naintré

Références : 2026.035  
Code AIOT : 0005500262

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement LCCO BRETAGNE implanté LD ZA LES LANDES DE PENTHIEVR 22640 Plestan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société LCCO Bretagne mène depuis 2013 une démarche de cessation d'activité pour le site qu'elle exploitait à la ZI des Landes de Penthievr sur la commune de Plestan, sur les parcelles YL 56, 85 et 86 d'une surface totale de 33 000 m<sup>2</sup>.

Son activité a engendré une contamination des sols au niveau de l'emplacement de la cuve enterrée de traitement du bois (principalement des produits de traitement du bois) et au niveau de l'ensemble du site pour le formaldéhyde.

La présente visite d'inspection s'inscrit dans la dernière phase de la démarche de cessation d'activité. La réglementation applicable est celle en vigueur avant le 1er juin 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LCCO BRETAGNE
- LD ZA LES LANDES DE PENTHIEVR 22640 Plestan
- Code AIOT : 0005500262
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement LCCO Bretagne a été autorisé à exploiter un atelier de fabrication d'éléments industrialisés pour la construction de bâtiments agricoles et industriels par récépissé de changement d'exploitant daté du 17 février 2003. Cet établissement était encadré par l'arrêté préfectoral du 27 mai 1993 (rubriques : 2415 (Mise en œuvre de produit de préservation au bois et matériaux dérivés) et 2662 (stockage de polymère)).

Le bâtiment historique localisé en partie Centrale Ouest est détruit par un incendie le 18 juillet 2013. L'activité de l'établissement LCCO Bretagne a cessé en juillet 2013.

Actuellement, le site est exploité par une société dont l'activité est l'assemblage de véhicules de déménagement destinés à la location et le stockage sur parking en extérieur (Société Labbé groupe Gruau).

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Libération foncier SSP
- AR - 10
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                             | Référence réglementaire                                                    | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Cessation d'activité - Evacuation des produits dangereux      | Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II - 1° | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 4  | Cessation d'activité - Gestion des risques incendie/explosion | Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II 3°   | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 5  | Surveillance des effets de                                    | Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article                     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle                                                           | Référence réglementaire                                                    | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | l'installation sur son environnement - Eaux                                 | R512-39-1 - II 4°                                                          |                                                                                                                            |                       |
| 7  | Surveillance des effets de l'installation sur son environnement - Sols 2025 | Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II - 4° | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 10 | Choix de l'usage ultérieur du site                                          | Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-2 - II      | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 11 | Réhabilitation selon usage futur                                            | Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-3 - I       | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                           | Référence réglementaire                                                    | Autre information |
|----|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Cessation d'activité - Notification                                         | Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - I       | Sans objet        |
| 3  | Cessation d'activité - Interdiction ou limitation d'accès                   | Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II 2°   | Sans objet        |
| 6  | Surveillance des effets de l'installation sur son environnement - Sols 2024 | Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II - 4° | Sans objet        |
| 8  | Surveillance des effets de l'installation sur son environnement             | Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II - 4° | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                                            | Référence réglementaire                                                    | Autre information |
|----|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|-------------------|
|    | - Gaz du sol                                                                 |                                                                            |                   |
| 9  | Surveillance des effets de l'installation sur son environnement -eau robinet | Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II - 4° | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant procédera aux travaux de mise en sécurité de la cuve aérienne d'hydrocarbure et répondra à l'ensemble des observations afin que l'inspection puisse clôturer la procédure de cessation d'activité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Cessation d'activité - Notification

|                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - I                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Notification cessation d'activité                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci (...). |
| <b>Constats :</b><br><br>La lettre de notification a été transmise le 6 juin 2025. La démarche de cessation d'activité au titre de la réglementation des installations classées est celle en vigueur avant le 1er juin 2022. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                 |

#### N° 2 : Cessation d'activité - Evacuation des produits dangereux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II - 1°                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evacuation des produits dangereux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :<br>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site (...) |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courrier du 6 juin 2025, l'exploitant déclare que « les mesures prévues pour l'évacuation des déchets et des produits dangereux ont été réalisées conformément à la réglementation en                                                                                                                                                                                   |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>vigueur ».</p> <p>L'exploitant a déclaré ne pas avoir les éléments justifiant de « l'évacuation des déchets et des produits dangereux ». Il semblerait que l'évacuation des produits dangereux et des déchets ait été réalisée par le propriétaire sans que ce dernier n'ait transmis les bordereaux correspondants à l'exploitant.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection va demander les éléments justifiant « l'évacuation des déchets et des produits dangereux » directement auprès du propriétaire compte tenu du contentieux en cours entre le propriétaire et la société LCCO Bretagne.</p>                           |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 3 : Cessation d'activité - Interdiction ou limitation d'accès**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II 2°</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Interdiction ou limitation d'accès</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site (...)</p>                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 6 juin 2025, l'exploitant déclare que « les mesures prises pour les interdictions et limitations d'accès sont celles réalisées par le nouvel exploitant (Société Labbé - Groupe GRUAU). »</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 5 février 2026, l'inspection a contrôlé que le site est clôturé (clôture périphérique sur l'ensemble du site, 2 portails fermés à clé) et surveillé par la Société Labbé - Groupe GRUAU.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 4 : Cessation d'activité - Gestion des risques incendie/explosion**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II 3°</p>                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des risques incendie/explosion</p>                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion (...).</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 6 juin 2025, l'exploitant déclare que « les mesures ont été prises pour la suppression des risques d'incendie et d'explosion par le démantèlement de toutes les installations et la présence sur site d'un nouvel exploitant (Société Labbé - Groupe GRUAU). »</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 5 février 2026, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le démantèlement de la cuve enterrée de traitement du bois avec rétention métallique ; l'exploitant a déclaré ne pas avoir lui-même procédé au démantèlement de cette cuve ; Il n'a donc pas pu transmettre à l'inspection le justificatif correspondant ; il semblerait que ces travaux aient été effectués par le propriétaire du site.</li> <li>- que la cuve aérienne d'hydrocarbure ainsi que le dispositif de distribution de carburant n'aient pas été démantelés ; l'exploitant a déclaré ne pas avoir procédé à la mise en sécurité de cette installation.</li> </ul> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Concernant la cuve enterrée de traitement du bois :</u><br/>L'Inspection va demander les éléments justifiant de la mise en sécurité de la cuve enterrée de traitement du bois avec rétention métallique, directement auprès du propriétaire compte tenu du contentieux en cours entre le propriétaire et la société LCCO Bretagne.</p> <p><u>Concernant la cuve aérienne d'hydrocarbure ainsi que le dispositif de distribution de carburant :</u><br/>L'exploitant procèdera à l'ensemble des mesures afin de supprimer les risques d'incendie et d'explosion inhérents à cette installation. Il transmettra à l'Inspection l'ensemble des justificatifs.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 5 : Surveillance des effets de l'installation sur son environnement - Eaux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II 4°</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines / Eaux superficielles</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement (...).</p>                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé à la surveillance des effets de l'installation sur son environnement par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un diagnostic des sols en 2024, complété en 2025 et,</li> <li>- un diagnostic des gaz du sol/eau du robinet réalisé en 2025.</li> </ul> <p>L'ensemble de ces rapports a été transmis le 6 juin 2025.</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de surveillance des effets de l'installation sur les eaux souterraines et</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| sur les eaux superficielles (justifié par l'absence d'eau de surface à proximité du site).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant justifiera l'hypothèse d'absence de pollution dans les eaux souterraines potentiellement issue de l'activité de LCCO Bretagne, à l'intérieur et à l'extérieur du site (pollution au formaldéhyde mise en évidence dans les sols sur l'ensemble du site, polluant potentiellement volatile dans les eaux souterraines ; cf. schéma conceptuel). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 6 : Surveillance des effets de l'installation sur son environnement - Sols 2024**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II - 4°                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sols - 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :<br>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement (...).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a mené une campagne de sondages de sol le 3 décembre 2024. Les sondages ont été localisés au niveau des zones potentielles de pollution (6 zones) ayant accueillies la station-service, l'aire de lavage, les opérations de traitement du bois, les opérations de collage des panneaux bois, le stockage de produits/déchets et la zone de brûlage historique.<br><br>Au total, 6 sondages de sol, nommés S1 à S6, ont été effectués et ont donné lieu à la réalisation de 6 échantillons (entre 0 et 2,5 m de profondeur). Sur ces échantillons, les paramètres suivants ont été recherchés : hydrocarbures totaux C5-C40 (HCT), Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, BTEX, COHV, Métaux Lourds, formaldéhyde, solvants polaires, PFAS, Dioxines/furanes et produits de traitement du bois.<br><br>Les investigations ont mis en évidence la présence d'un horizon de remblais limono-graveleux jusqu'à 0,4 m de profondeur environ puis l'altération granitique sableuse.<br><br>Dans les sols, les résultats de ces investigations ont montré la présence d'anomalies dans les concentrations rencontrées pour les éléments suivants :<br>- en cuivre : pour le sondage S5 (0 - 1 m) pour une concentration de 72 mg/kg MS VS 29,1 (x 2,47) ; cette anomalie n'est pas considérée comme une pollution concentrée ;<br>- en formaldéhyde (composé volatil) : pour l'ensemble des sondages pour une concentration maximale de 2,6 mg/kg MS pour le sondage S4 (0 - 1 m) VS 0,5 (x 5,2) ; cette anomalie n'est pas |

considérée comme une pollution concentrée ;

- en produits de traitement du bois : en cyperméthrine pour le sondage S3 (0 - 1 m) 0,36 mg/kg MS VS 0,05 (x7,2), en propiconazole pour le sondage S3 (0 - 1 m) 0,44 mg/kg MS VS 0,05 (x8,8), en tébuconazole pour le sondage S3 (0 - 1 m) 0,45 mg/kg MS VS 0,05 (x9) ; cette anomalie n'est pas considérée comme une pollution concentrée.

Le diagnostic des sols de 2024 a ainsi mis en évidence des anomalies en formaldéhyde sur l'ensemble du site, et notamment au droit du bâtiment. Le prestataire d'étude a proposé :

- des investigations complémentaires sur les gaz de sols en intérieur afin de vérifier la volatilité des composés identifiés dans les sols ;
- une vérification de la qualité des eaux du robinet afin de vérifier le transfert ou non de composés volatils vers ce milieu par le biais des canalisations enterrées d'alimentation en eau potable.

Le diagnostic des sols de 2024 a également mis en évidence la présence d'un secteur, correspondant à l'emplacement d'une cuve enterrée de traitement du bois (sondage S3) présentant une forte contamination en produits de traitement du bois entre 0 et 1 m de profondeur. Le prestataire d'étude a proposé des investigations complémentaires sur les sols afin de vérifier les extensions des anomalies en produits de traitement du bois.

Les mesures au PID (mesures semi-quantitatives des composés volatils) n'ont pas mis en évidence de pollution des gaz du sol.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Surveillance des effets de l'installation sur son environnement - Sols 2025

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II - 4°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sols - 2025

**Prescription contrôlée :**

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement (...).

**Constats :**

Un diagnostic complémentaire des sols a été mené en mars 2025 au niveau du secteur correspondant à l'emplacement d'une cuve enterrée de traitement du bois (sondage S3, diagnostic sol 2024).

5 sondages de sol nommés C1 à C5 ont été réalisés, à une profondeur allant jusqu'à 3 m de profondeur. Les paramètres recherchés sont les produits de traitement du bois, les métaux lourds et COHV. 15 échantillons ont fait l'objet d'analyses.

Dans les sols, les résultats de ces investigations ont montré la présence d'anomalies dans les

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>concentrations rencontrées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en propiconazole : pour les sondages C5 et C2 pour une concentration maximale 0,66 mg/kg MS pour le sondage C2 C (2 - 3 m) VS 0,05 (x13) ; cette anomalie n'est pas considérée comme une pollution concentrée.</li> <li>- en tébuconazole : pour les sondages C5 et C2 pour une concentration maximale 0,32 mg/kg MS pour le sondage C2 B (1 - 2 m) VS 0,05 ; cette anomalie n'est pas considérée comme une pollution concentrée.</li> </ul> <p>La présence d'anomalies considérées comme non concentrées en produits de traitement du bois sur les sondages C5 et C2 sont dans le même ordre de grandeur que lors du précédent diagnostic des sols (2024). Les anomalies en produits de traitement du bois restent localisées à proximité immédiate de l'ancienne cuve enterrée et sont limitées horizontalement et verticalement pour les sondages C1, C3, C4 et C5.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera la délimitation verticale du sondage C2. Une pollution en propiconazole et tébuconazole (0,66 et 0,19) a été mise en évidence entre 2 et 3 m de profondeur.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 8 : Surveillance des effets de l'installation sur son environnement- Gaz du sol

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II - 4°</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gaz du sol</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement (...).</p>                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Dans l'objectif de vérifier la volatilité des composés identifiés dans les sols, l'exploitant a procédé à des investigations sur les gaz du sol en 2025.</p> <p>Deux "Air Sous Dalle" (ASD) ont été installés en mars 2025 à l'intérieur du bâtiment, à proximité des sondages S4 et S5.</p> <p>Deux échantillons ont été analysés.</p> <p>Les analyses ont porté sur le paramètre formaldéhyde.</p> <p>La campagne réalisée sur les gaz de sol le 17/03/2025 ne retient pas d'anomalie sur le paramètre formaldéhyde analysé.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 9 : Surveillance des effets de l'installation sur son environnement-eau robinet

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-1 - II - 4°                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau du robinet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :<br>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement (...).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Constats :</b><br><br>Dans l'objectif de vérifier le transfert ou non de composés volatils vers les eaux du robinet par le biais des canalisations enterrées d'alimentation en eau potable, l'exploitant a réalisé des investigations sur l'eau du robinet.<br><br>Un point de prélèvement d'eau du robinet a été positionné au niveau du bâtiment, en mars 2025, situé à proximité du sondage S4.<br>Deux échantillons ont été analysés.<br>Les analyses ont porté sur le paramètre formaldéhyde.<br>Les prélèvements sur les eaux du robinet réalisés sur site ne montrent aucune anomalie sur le paramètre formaldéhyde analysé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

#### N° 10 : Choix de l'usage ultérieur du site

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-2 - II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Choix de l'usage ultérieur du site                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.<br>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.<br>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant déclare avoir transmis au maire de Plestan ainsi qu'au propriétaire du terrain (Madame Maryse GASPAILLARD, SCI de la Plusse) des éléments sur la situation environnementale du site, les conditions de remise en état ainsi qu'une proposition d'usage futur, à savoir un usage industriel, le 6 juin 2025. L'inspection n'a pas été destinataire de ces éléments ni du retour du maire de Plestan ainsi que du propriétaire concernant la proposition d'usage futur de type                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| industriel.                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmettra :<br>- les deux courriers de consultation relatif au choix de l'usage futur, au maire de Plestan/propriétaire<br>- et les retours de cette consultation s'il y a eu une réponse de leur part. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 11 : Réhabilitation selon usage futur**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/05/2022, article Article R512-39-3 - I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation selon usage futur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :<br>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;<br>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;<br>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;<br>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.<br>(...) |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis au préfet un mémoire de réhabilitation (plan de gestion) comprenant :<br>- un schéma conceptuel actualisé avec les différents diagnostics,<br>- une localisation, quantification, caractérisation des polluants,<br>concluant à l'absence de travaux de réhabilitation. A noter l'absence de bilan coûts/avantages et l'absence d'analyse des risques résiduels.<br><br>Il est préconisé des mesures de maîtrise des risques liés aux sols :<br>- <b>Sols revêtus ou recouverts</b> ; le scénario "L'inhalation de poussières dans l'air extérieur et l'ingestion de sols" ne sont pas retenus sous réserve d'un recouvrement minéral (béton, enrobés...) sur l'ensemble du site                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

Lors de l'inspection du 5 février 2026, l'inspection a vérifié que l'ensemble du site est recouvert par un recouvrement minéral (certaines zones sont recouvertes d'un béton et d'autres de remblais grossiers) mis à part l'ancienne zone de brûlage à l'air libre où le sol est nu.

Il est préconisé des mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles :

- Pas de jardins potagers et/ou d'arbres fruitiers sur site (cf. schéma conceptuel),
- Pas d'eau souterraine pompée sur site (cf. schéma conceptuel).

Enfin, l'exploitant propose un projet d'inscription en Secteur d'Information sur les Sols afin de garantir une prise en charge du risque sanitaire en cas d'éventuel futur changement d'usage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera l'absence de travaux de réhabilitation (pollution concentrée à définir).

L'exploitant justifiera l'absence de recouvrement minéral sur l'ancienne zone de brûlage à l'air libre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois